

30 ans de révolution sandiniste au Nicaragua :

La réélection de Daniel Ortega à la tête du Front sandiniste de Libération Nationale (FSLN)

Le Nicaragua est, après Haïti, le pays le plus pauvre des Amériques. Marqué par une guerre civile extrêmement violente dans les années 1990, le pays demeure aujourd'hui très polarisé politiquement et possède une faible culture démocratique. Les électeurs ont renouvelé le mandat du leader sandiniste Daniel Ortega pour une troisième fois en autant d'occasions.



FÉLIX BEAUDRY-VIGNEUX
MARIE MICHELE DÉRASPE
Candidats à la maîtrise en Droit international
Université Laval

Les élections

Les élections législatives et présidentielles du 6 novembre dernier au Nicaragua appelaient aux urnes 3,4 millions d'électeurs, appelés à choisir parmi 5 candidats à la présidence et à élire 90 députés et 20 représentants au Parlement centraméricain (PARLACEN). Le Front sandiniste de Libération Nationale de Daniel Ortega, le président sortant, a obtenu 62,4 % des voix, soit un peu plus du double que son plus proche rival du Parti libéral indépendant, Fabio Gadea.

Le processus électoral qui a mené à la réélection de Ortega est l'objet de nombreuses critiques. Ces critiques affluent dès 2009 alors que la Cour suprême du Nicaragua, à majorité sandiniste, décide de rendre « inapplicable » l'interdiction constitutionnelle du président et du vice-président de la République de briguer un second mandat consécutif ou deux mandats séparés dans le temps.

Aux élections de 2009, le processus électoral est surveillé de très près, notamment à cause du chaos postélectoral de 2006 et de 2008, où bon nombre d'observateurs électoraux, locaux et internationaux, furent écartés. Non seulement d'importantes allégations de fraude sont alors formulées à l'encontre du FSLN de Daniel Ortega, ce qui prive le pays de plus de 100 millions de dollars en investissement et en aide étrangère, mais en plus des violences éclatent de part et d'autre du pays. De nombreux États, dont le Canada, ont rappelé récemment que depuis les élections présidentielles de 2006, le Nicaragua n'a pas entrepris d'implanter les mesures nécessaires pour que son processus électoral soit en règle et transparent, malgré les avertissements reçus.

En ce qui concerne les élections de novembre 2011, des observateurs internationaux et domestiques ont déclaré avoir été témoins d'irrégularités. Le rapport du Conseil Permanent de l'Organisation des États Américains (OEA), paru le 15 novembre 2011, fait état d'inquiétudes face au processus électoral nicaraguayen et propose une série de mesures afin d'améliorer le système électoral du pays. Parmi ces irrégularités, on compte le refus que plusieurs organisations non gouvernementales locales participent à l'observation du scrutin et le fait que de nombreux citoyens,

parfois dans des zones ciblées, ont eu du mal à obtenir leur carte d'identité leur permettant de voter. De plus, des affrontements meurtriers ont fait au moins 4 morts et une vingtaine de blessés à la suite de la tenue du scrutin. Ces violences entre partisans et opposants de Daniel Ortega ont pris place dans le département de Matagalpa, dans le nord du pays, ainsi qu'au cœur de la capitale, Managua.

Nuls ne s'entendent pour dire si la réélection de Daniel Ortega aura un impact positif ou non sur la société nicaraguayenne. Depuis l'arrivée au pouvoir de ce dernier, différentes mesures sociales ont été mises

L'émergence du sandinisme

L'apparition du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) date de 1960. Le FSLN s'inspire de la mouvance révolutionnaire latino-américaine apparue avec la révolution cubaine et des luttes contre « l'impérialisme » que menait le guérillero Sandino, figure emblématique du mouvement au début du siècle. Les révolutionnaires apprennent alors l'art du combat dans les camps d'entraînement à Cuba, aux côtés d'autres révolutionnaires venus du Paraguay, de l'Argentine, de la Bolivie, du Salvador et d'autres pays d'Amérique latine.

Après la fin de l'occupation militaire américaine du Nicaragua en 1933, ces derniers placent au pouvoir le militaire Anastasio Somoza, le premier d'une dynastie de dictateurs qui dominera le paysage politique durant quatre décennies. Sous la tutelle américaine, ces caudillos concentrent le pouvoir politique entre leurs mains, transformant la garde nationale en une armée personnelle, relèguent l'opposition conservatrice au statut de parti fantôme et répriment féroce tous les opposants, particulièrement les sandinistes.

deuxième gouvernement communiste en Amérique (après Cuba) est très forte.

Avec l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan en 1981 aux États-Unis, le Nicaragua occupe le centre de la politique étrangère américaine et le gouvernement sandiniste, affilié au camp communiste, est qualifié de « problème numéro 1 de sécurité nationale » par Washington. C'est alors qu'est créé dans le plus grand secret le commando des forces contre-révolutionnaires, les contras, financé pour combattre le gouvernement élu du FSLN. Cette flagrante et brutale ingérence dans les affaires nicaraguayennes a fait beaucoup de bruit lorsqu'exposée au grand jour et terni la réputation de la diplomatie américaine.

Le premier test démocratique pour les sandinistes arrive en 1984 lorsque sont organisées les premières élections pluralistes. Le résultat déclare Daniel Ortega vainqueur, mais le processus électoral n'est qu'une pâle copie d'élections libres. Plusieurs années au pouvoir éloignent les commandantes du FSLN des préoccupations des Nicaraguayens et le pays s'enfonce dans une crise économique, alors que le



Le Président Ortega est indissociable de l'histoire du parti sandiniste, mais est également une figure très controversée.

WWW.HACER.ORG

en place afin de venir en aide aux tranches les plus démunies de la population. Toutefois, on reproche à ces mesures leur caractère populiste et le fait d'être seulement à demi efficace. Elles sont pour la plupart du temps très ciblées et ne touchent que rarement les populations des zones rurales qui comptent pour plus de 40 % de la population du pays.

Après des années de luttes menées à partir des régions éloignées et une suite de revers successifs, le FSLN renverse finalement la dictature du général Anastasio Somoza le 19 juillet 1979. Le Front bénéficie alors de l'appui de presque toute la population nicaraguayenne. La révolution sandiniste provoque une onde de choc et un engouement international immédiat. La symbolique d'un

parti s'entête dans l'idéologie communiste qui ne contribue en rien au redressement du pays. Les années 1980 sont des années de vache maigre pour le Nicaragua qui est victime d'une inflation grimpanche, d'un cruel manque d'emplois, d'une violence omniprésente et d'une censure de plus en plus forte contre toute forme de dissidence.



Le sandinisme s'inspire de la mouvance révolutionnaire latino-américaine entamée avec la révolution cubaine et les luttes contre « l'impérialisme » que menait le guérillero Sandino, figure emblématique du mouvement, au début du siècle.

La déroute du FSLN

À la fin des années 1980, l'éclatement du bloc de l'Est fait perdre au FSLN ses précieux alliés et donateurs des pays du Bloc, sans compter l'URSS elle-même, qui n'est plus intéressée à faire la promotion de la révolution dans le monde. Il ne demeure que deux alliés inconditionnels : les régimes cubain et nord-coréen, toujours communistes. De son côté, le Nicaragua n'a d'autre choix que de se libéraliser, n'ayant pas la force économique nécessaire pour résister à la fin de l'aide étrangère. Leur modèle politique est désormais obsolète et ils sont isolés sur la scène internationale.

En 1990 survient un deuxième test démocratique pour le Nicaragua et le FSLN qui compte redorer son image à la face du monde en organisant des élections libres et justes. Contre toute attente, c'est Violeta Chamorro, à la tête d'une fragile coalition, qui vole le pouvoir aux sandinistes. Le combat entre sandinistes et contras prend alors subitement fin après 6 ans d'affrontement, le compromis exigeant des sacrifices de taille de la part de chaque parti. Le pays est en ruine, la guerre civile ayant englouti toutes les ressources de l'État, et compte près de 30 000 morts liés aux affrontements. Le peuple est épuisé par des années de conflit et désire avant tout la paix et un semblant de prospérité. Le parti sandiniste



Les élections législatives et présidentielles du 6 novembre dernier au Nicaragua appelaient aux urnes 3,4 millions d'électeurs, amenés à choisir parmi 5 candidats à la présidence et à élire 90 députés et 20 représentants au parlement centraméricain (PARLACEN).

respectera, contre toute attente, la volonté populaire.

Pour les sandinistes, c'est le début de l'intensification des rivalités entre deux factions internes : les réformistes, conscients des besoins d'ajustement et de modernisation du parti, et les radicaux, qui veulent conserver intégralement les principes idéologiques du sandinisme. Il y a alors une importante scission au sein du FSLN où plusieurs grandes figures du camp des modérés claquent la porte pour fonder un nouveau parti, alors que les plus intégristes se serrent autour du leader Daniel Ortega.

Daniel Ortega : le caudillo et sa soif de pouvoir

Le président Ortega est indissociable de l'histoire du parti sandiniste, mais il est également une figure très controversée. Ses détracteurs, dont plusieurs de ses anciens camarades du Parti, multiplient les accusations contre lui en rapport à son « ambition personnelle démesurée ».

En ce sens, Ortega n'a pas hésité à s'allier au cours de sa carrière politique à des personnages douteux ou corrompus pour son bénéfice personnel. C'est le cas en 2000 lorsqu'il signe le « pacte FSLN-PLC » avec le président Arnoldo Aléman, chef du Parti libéral constitutionnaliste. Cela permet d'un côté à Aléman d'éviter d'être condamné pour d'importantes accusations de corruption et à Ortega de profiter de l'immunité de chef de l'opposition et ainsi d'éviter d'être jugé pour abus sexuels contre sa fille adoptive. Le Nicaragua redevient une façade de démocratie, le milieu politique étant imprégné d'une mentalité autoritaire et caractérisé par un déficit d'opposition, condamnant le pays à continuer de vivre dans une grave pauvreté.

Après un troisième échec successif pour briguer la présidence du pays en 2001 (après les élections de 1990 et 1996), Ortega procède à une transformation de son image de guérillero pur et dur pour offrir au peuple nicaraguayen le visage d'un leader sympathique qu'on appelle cordialement par son prénom, Daniel. Avec des manœuvres politiques et une modification de la loi électorale, le sandiniste réussit à se faufiler au pouvoir en 2006 avec à peine 38 % des voix. Pour plusieurs, la poursuite du pouvoir politique à n'importe quel prix par Ortega a vidé le sandinisme de tous ses principes fondateurs et a fait renier au président ses idéaux de justice et la mission politique qui était originellement la sienne.

Implications internationales

Au plan international, le Nicaragua de Ortega s'intègre à la mouvance de gauche apparue en Amérique latine au courant de la dernière décennie. Les États-Unis considèrent aujourd'hui Daniel Ortega comme l'un des principaux acteurs d'un « bloc » anti-américain en Amérique latine, suivant la tendance lancée par le président du Venezuela, Hugo Chavez.

Son adhésion à l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) qui souhaite un renforcement de la gauche latino-américaine à travers la solidarité et la coopération, en est un élément probant. L'ALBA est aujourd'hui composée de huit États, dont Cuba, le Venezuela et la Bolivie. Grâce à cette adhésion, une multitude de projets sociaux dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'alimentation ont pu voir le jour au Nicaragua. Cuba s'est personnellement engagée à fournir des médecins et de l'aide pour le système de santé au pays.

Côté économie, le Venezuela est de loin le plus grand investisseur étranger à l'heure actuelle au Nicaragua, ce dernier consommant en totalité du pétrole vénézuélien. Bien qu'il soit actuellement le pays le plus pauvre de l'hémisphère ouest après Haïti, il est à noter que le Nicaragua enregistre l'an dernier la deuxième plus forte croissance économique d'Amérique centrale et que les investisseurs étrangers sont actuellement à mesurer tout le potentiel du pays. La faiblesse des coûts de production, la main-d'œuvre bon marché, un taux d'homicide cinq fois moins élevé qu'au Honduras, qui a longtemps été considéré comme un centre manufacturier en Amérique centrale, et l'absence de frais douaniers pour l'accès aux États-Unis (dans le cadre de l'accord de libre-échange d'Amérique centrale) donnent au Nicaragua un rôle de plus en plus intéressant et une chance de diversifier son économie dans l'environnement international.